

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 443

2 mars 2010

SOMMAIRE

Ahaa Communication S.à r.l.	21223	Merlin Entertainments Group Luxem- bourg S.à r.l.	21218
Anglo American Ferrous Investments ...	21246	Millennium European Holdings II S.à r.l.	21250
ArcelorMittal Luxembourg	21237	Millennium European Holdings S.à r.l. ...	21249
ArcelorMittal Sourcing	21237	Multispace S.à r.l.	21223
Arrowgrass Special Situations S.à r.l.	21252	Ottofin S.A.	21218
A.T. Electronics S.A.	21264	Papillon Investments S.à r.l.	21250
Babcock & Brown Property Partner 1 S.à r.l.	21223	Parcoy S.à r.l.	21257
BGP Property Partner 1 S.à r.l.	21223	Photography Raoul Somers S.à r.l.	21261
BGP Property Partner 5 S.à r.l.	21224	Pirson Contractors S.A.	21219
Blade Holding S.à.r.l.	21238	Polycotton S.A.	21223
B.T.P. S.A.	21237	Quint:Essence Concept	21225
Bureau Center S.à.r.l.	21223	Raval Europe S.A.	21219
Eurochem Réassurance	21264	SA3I S.A.	21249
Figed	21222	Sababba Capital S.A.	21238
Financière NATELPAU	21252	Saint Thomas S.A.	21224
Fortis Real Estate Luxembourg	21261	Société Immobilière Kontz	21224
Fortis Real Estate Luxembourg	21260	Spring 96 S.A.	21219
ID Concept S.à r.l.	21222	Tommy S.A.	21220
Ideal Standard International Manager	21221	Touareg S.A.	21218
IHG CORE Holdings (Europe) S.à r.l.	21246	Trans-Sud	21219
Infitex S.A.	21222	Unigest S.A.	21218
Infitex S.A.	21222	Vingt-Quatre Investissements S.A.	21224
Integrated Core Strategies (Europe) S. à r.l.	21246	VPartners S.A.	21220
INVISTA North America S.à r.l.	21221	XML Europe S.A.	21261
Jean LAMESCH Exploitation S.A.	21220		

Unigest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 102.926.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 26 mai 2009

L'assemblée accepte la nomination au poste de commissaire aux comptes de Monsieur Régis PIVA demeurant 53, rue de la Libération L-3511 Dudelange jusqu'à l'assemblée générale de 2010 en remplacement de Monsieur Pascoal DA SILVA commissaire aux comptes démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Karl LOUARN / Frédéric MONCEAU
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010020159/14.

(100015240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Touareg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 111.312.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 décembre 2009

L'Assemblée Générale constate le changement de forme juridique de la société TrustAudit Sàrl, Commissaire aux Comptes, suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue devant Maître Karine REUTER le 3 décembre 2008.

Extrait sincère et conforme
TOUAREG S.A.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010020167/14.

(100014731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Ottofin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 117.579.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 21 décembre 2009

L'Assemblée Générale constate le changement de forme juridique de la société TrustAudit Sàrl, Commissaire aux Comptes, suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue devant Maître Karyne REUTER le 3 décembre 2008.

Extrait sincère et conforme
OTTOFIN S.A.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010020168/14.

(100014725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Merlin Entertainments Group Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 108.846.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 57704 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2010020224/12.

(100015130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Trans-Sud, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4384 Ehlerange, 30, Zone d'Activité Zare Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 30.429.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 26 janvier 2010.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Jean SECKLER
Notaire

Référence de publication: 2010020225/14.

(100015249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Raval Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 8, Zone Industrielle Bommelscheuer.
R.C.S. Luxembourg B 89.008.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 26 janvier 2010.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Jean SECKLER
Notaire

Référence de publication: 2010020226/14.

(100014522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Pirson Contractors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 21A-21B, Stawelerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 53.660.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 26 janvier 2010.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Jean SECKLER
Notaire

Référence de publication: 2010020228/14.

(100015317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Spring 96 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 56.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
SPRING 96 S.A.
Signature

Référence de publication: 2010020374/12.

(100014531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Jean LAMESCH Exploitation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, 12, Zone Industrielle Wolser Nord.

R.C.S. Luxembourg B 23.555.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle ordinaire du 11 juin 2009

A l'unanimité, l'Assemblée décide de nommer comme Réviseur d'Entreprises la société anonyme Ernst & Young, sise 7, parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, pour une durée de 1 an, son mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale qui aura lieu en 2010.

A l'unanimité, l'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat des administrateurs pour une durée de 6 ans, leur mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale qui aura lieu en 2015. Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit:

- Monsieur Mathieu Berthoud, Vanderkindere, 461 à B-1180 BRUXELLES
- Monsieur Alain Jacob, 12, Zone industrielle Wolser 2, L-3225 BETTEMBOURG
- Monsieur Jacques Lonneux, 12, Zone industrielle Wolser 2, L-3225 BETTEMBOURG
- Monsieur Etienne Marot, 12, Zone industrielle Wolser 2, L-3225 BETTEMBOURG

Alain JACOB / Etienne MAROT.

Référence de publication: 2010020538/19.

(100016070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

VPartners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, roue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 148.288.

—
Extrait de l'assemblée générale du 02 novembre 2009

Les actionnaires de "VPartners SA" ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première Résolution:

Les actionnaires de "VPartners S.A." décident d'accepter la démission de M. Alain Fabarez de son poste d'administrateur de la Société. La résolution est prise à l'unanimité

Troisième Résolution:

L'actionnaire décide de nommer au poste d'administrateur secrétaire administratif de "Voltaire Group S.A.", M. Matthieu Van de Castele, Juriste, demeurant professionnellement 29 rue Alphonse München, L-2172 Luxembourg.

La résolution est prise à l'unanimité

Copie conforme à l'originale

Référence de publication: 2010020516/17.

(100015815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Tommy S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 39.100,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 136.621.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue en date du 29 janvier 2010 a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Meike Lakerveld, en tant qu'administrateur, est acceptée avec effet immédiat.
- Ivo Hemelraad, avec adresse professionnelle au 12 rue Léon Thyès L-2636 Luxembourg, est élu nouvel administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2013.

Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Frank Walenta

Référence de publication: 2010020518/17.

(100016079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

INVISTA North America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 34.558.900,00.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 67.095.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 25 janvier 2010 que la personne suivante a démissionné, avec effet au 25 janvier 2010, de sa fonction de gérant de la société:

- M. Craig M. Munson

Il résulte des mêmes résolutions que la personne suivante a été nommée, avec effet au 25 janvier 2010 et pour une durée illimitée, à la fonction de gérant de la Société:

- M. Christopher Chessmore, né le 23 septembre 1961 à Dallas, Texas (Etats-Unis d'Amérique) et résidant au 1746 Triple Crown, Wichita, Kansas 67230 (Etats-Unis d'Amérique).

Le Conseil de Gérance est donc composé, depuis le 25 janvier 2010, de:

- M. Christopher Chessmore

- Mme Nancy Kowalski

- M. Marcel Stephany

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 27 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2010020541/27.

(100015356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Ideal Standard International Manager, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 133.072.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société du 20 janvier 2010

En date du 20 janvier 2010, l'actionnaire unique de la Société a pris la résolution suivante:

de nommer

- Monsieur David HAMILL, né le 14 juillet 1957 à Airdrie, Royaume-Uni, demeurant à Kingsley House, 12, Sunning Avenue, Sunningdale, Berkshire SL5 9PN, Royaume-Uni, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet immédiat et à durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2013.

Depuis lors, le conseil d'administration de la Société se compose des personnes suivantes:

Madame Ailbhe JENNINGS, administrateur et présidente

Monsieur David HAMILL, administrateur

Monsieur Steven BARNES, administrateur

Monsieur Gary CLEAVER, administrateur

Monsieur James HILDEBRANDT, administrateur

Monsieur Marco NESPOLO, administrateur

Monsieur Walid SARKIS, administrateur

Monsieur Marc VALENTINY, administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Ideal Standard International Manager

Signature

Référence de publication: 2010020542/26.

(100015779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Infitex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 69.197.

—
Extrait du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 3 avril 2009.

Il résulte du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 3 avril 2009 que:

Madame Jacqueline Pichereau, née le 27/09/1945 à Maule (France), demeurant 1C, rue de la Fosse Verte, F-78590 Noisy le Roi (France), est nommée administrateur jusqu'à l'assemblée générale se tiendra en 2011.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2010020558/14.

(100015981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Infitex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 69.197.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 12 novembre 2008

Le Conseil d'administration accepte la démission de l'administrateur suivant:

- La société ACTIV'SI, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 449 435 569, dont le siège social est établi au F-92044 Paris la Défense, La Grande Arche-Paroi Nord, démissionne de sa fonction d'administrateur.

Luxembourg, le 18 décembre 2009.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2010020559/15.

(100015979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

ID Concept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 18, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 121.990.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale du 13 novembre 2009

L'assemblée générale décide de nommer gérant pour une durée indéterminée et en remplacement de M. Jessy MORBE, Monsieur Guy HERSCHBACH, né le 06 mars 1970 à LUXEMBOURG et demeurant 10, rue de la Montagne à L-6136 JUNGLINSTER.

Pour extrait sincère et conforme.

Référence de publication: 2010020203/13.

(100015101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Figed, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 8.443.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 25 janvier 2010.

Marc LECUIT
Notaire

Référence de publication: 2010020931/12.

(100015681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

**Multispace S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Bureau Center S.à.r.l.).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 32-34, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 8.888.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 27 janvier 2010.

Patrick SERRES

Notaire

Référence de publication: 2010020928/13.

(100015625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Ahaa Communication S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6975 Rameldange, 20, Am Bounert.

R.C.S. Luxembourg B 91.807.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 janvier 2010.

BLANCHE MOUTRIER

NOTAIRE

Référence de publication: 2010020929/12.

(100015646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

**BGP Property Partner 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Babcock & Brown Property Partner 1 S.à r.l.).**

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 108.118.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2010.

Pour la société

Paul DECKER

Le notaire

Référence de publication: 2010020932/14.

(100015688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Polycotton S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 107.638.

EXTRAIT

Messieurs Alexis Kamarowsky et Jean-Marc Debaty ont démissionné, avec effet immédiat, de leur fonction d'Administrateur.

Le siège social de la société Polycotton S.A., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 10 7638 a été dénoncé, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2010020777/15.

(100015984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Société Immobilière Kontz, Société en nom collectif.

Siège social: L-6960 Senningen, 8, Um Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 15.881.

—
DISSOLUTION*Extrait de l'assemblée générale du 31 décembre 2009*

L'assemblée générale décide à l'unanimité de dissoudre la société conformément à l'article 17 des statuts. Elle constate que tous les actifs et passifs sont liquidés, clôture la liquidation et mandate les gérants d'effectuer toutes les formalités administratives afin de faire radier la société auprès du RCS Luxembourg.

Référence de publication: 2010020773/12.

(100015368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

BGP Property Partner 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 120.184.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2010.

Pour la société

Paul DECKER

Le notaire

Référence de publication: 2010020776/13.

(100015700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Saint Thomas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 63.171.

La Convention de Domiciliation, conclue en date du 24 novembre 2008, entre la Société Anonyme SAINT THOMAS S.A., précédemment avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et la Société Européenne de Banque S.A., Société Anonyme, ayant son Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 13.859, a été résiliée avec effet au 17 novembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Edoardo TUBIA / Sandri Capuzzo

Référence de publication: 2010020778/15.

(100016061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Vingt-Quatre Investissements S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 82.213.

La Convention de Domiciliation, conclue en date du 1^{er} décembre 2009, entre la Société Anonyme VINGT-QUATRE INVESTISSEMENTS S.A., précédemment avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et la Société Européenne de Banque S.A., Société Anonyme, ayant son Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 13.859, a été résiliée avec effet au 3 décembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Edoardo TUBIA / Salvatore Desiderio

Référence de publication: 2010020779/14.

(100016066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Quint:Essence Concept, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 150.867.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundneun, am dreiundzwanzigsten Dezember,
vor der unterzeichneten Notarin Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg,

Ist erschienen:

QS QuintEssence Stratégies S.à r.l. & Cie, L-1255 Luxembourg, 20, rue de Bragance, hier vertreten durch Franz Schulz, Geschäftsführer, wohnhaft in 20, Rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Befugnisse den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das "Gesetz von 2007") unter dem Namen Quint: Essence Concept (die "Investmentgesellschaft").

Art. 2. Sitz der Investmentgesellschaft. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Munsbach. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden. Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Investmentgesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Investmentgesellschaft keinen Einfluss haben. Die Investmentgesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Investmentgesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Gegenstand der Investmentgesellschaft. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Investmentgesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Investmentgesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettovermögen der Investmentgesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Investmentgesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Investmentgesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Investmentgesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen. Das Gründungskapital beträgt 31.000,-Euro (einunddreissigtausend Euro) und ist in 31 (deinunddreißig Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Investmentgesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die "Teilfonds") angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Währungen notiert sein können. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmen, dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Investmentgesellschaft beschrieben. Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Investmentgesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

Art. 6. Aktien und Aktienzertifikate. Der Verwaltungsrat entscheidet, ob Aktien der Investmentgesellschaft als Namens- und oder Inhaberaktien ausgegeben werden. Sofern Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Für Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Investmentgesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet und gilt als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien.

Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob Aktienzertifikate über einen solchen Eintrag ausgegeben werden oder ob der Aktionär eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister erhält.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben werden, können Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien auf Antrag des Aktionärs umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch die Ungültigerklärung der -gegebenenfalls über die Namensaktien ausgestellten- Zertifikate und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberaktienzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Aktienregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen.

Der Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch Ungültigerklärung der Aktienzertifikate über die Inhaberaktien und gegebenenfalls durch Ausgabe von Aktienzertifikaten über Namensaktien an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Aktienregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtausches dem antragstellenden Aktionär belastet werden. Sofern Aktienzertifikate ausgegeben werden, werden diese binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind.

Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde. Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000,- Euro in die Investmentgesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Investmentgesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen. Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Investmentgesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Investmentgesellschaft übernimmt. Falls ein Aktionär Aktien der Investmentgesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Sofern sowohl Inhaberaktien als auch Namensaktien ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Investmentgesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen. Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Investmentgesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Investmentgesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen. Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Investmentgesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Investmentgesellschaft sein, bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Investmentgesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Investmentgesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Investmentgesellschaft vertritt. Die Investmentgesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Investmentgesellschaft sowie an deren Liquidationserlös auf einer pro rata-Basis.

Im Falle von Inhaberaktien werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Investmentgesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Investmentgesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Investmentgesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundeüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Investmentgesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Investmentgesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Investmentgesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Investmentgesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Investmentgesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Investmentgesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft geht; oder
 - einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann;
- oder
- bewirken kann, dass die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
 - den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Investmentgesellschaft:

- 8.1. die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern,
- 8.2. Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- 8.3. bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Investmentgesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 9. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann für jeden Teilfonds die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Investmentgesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Aktien gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat für jeden Teilfonds bestimmt und im Verkaufsprospekt nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für jeden Teilfonds zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen.

Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Investmentgesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Investmentgesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Aktien müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen.

Art. 10. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Investmentgesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Werktagen ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Inhaberanteile und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Investmentgesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 11 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom

Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt. Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Investmentgesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betroffenen Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann

(insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Aktionär nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds in einer anderen Art und Weise schadet.

Des weiteren kann der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Investmentgesellschaft in Bezug auf einen oder mehrere Teilfonds zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten des betroffenen Teilfonds an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Investmentgesellschaft. Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Investmentgesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Investmentgesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Art. 11. Umtausch von Aktien. Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt, ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen. Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen bzw. der Aktienklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Investmentgesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird. Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

Art. 12. Anteilwert. Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der jeweiligen Teilfondswährung - wie im Verkaufsprospekt festgesetzt - in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal pro Monat ("Bewertungstag") berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt. Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Investmentgesellschaft, das heißt der einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Aktionäre und der Investmentgesellschaft die erste Bewertung annullieren

und eine weitere Bewertung vornehmen. Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

12.1. Die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft beinhalten:

12.1.1. Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien und Zielfondsanteile.

12.1.2. Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;

12.1.3. alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);

12.1.4. alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Investmentgesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Investmentgesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);

12.1.5. Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Investmentgesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Investmentgesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;

12.1.6. angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Investmentgesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;

12.1.7. nicht abgeschriebene Gründungskosten der Investmentgesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Investmentgesellschaft;

12.1.8. die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

12.1.8.1. Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsaktien und Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

12.1.8.2. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

12.1.8.3. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte bezahlte Kurs Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;

12.1.8.4. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

12.1.8.5. Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

12.1.8.6. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Investmentgesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Anteilwert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.

12.1.8.7. Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

12.1.8.8. Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet.

12.2. Die Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft beinhalten:

12.2.1. alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;

12.2.2. alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Investmentgesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);

12.2.3. alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Investmentgesellschaft);

12.2.4. alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Investmentgesellschaft);

12.2.5. angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Investmentgesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft für angemessen hält;

12.2.6. sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Investmentgesellschaft sämtliche von der Investmentgesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Investmentgesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Investmentgesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Investmentgesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Investmentgesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

12.3. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden: Innerhalb eines Teilfonds können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

12.3.1. Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

12.3.2. Die Erlöse/Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Investmentgesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto -Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

12.3.3. Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

12.3.4. Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Investmentgesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse (n) in Anrechnung gebracht;

12.3.5. Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Investmentgesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

12.3.6. nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Anteilwert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert. Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Investmentgesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Investmentgesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

12.4. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

12.4.1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Investmentgesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft;

12.4.2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Investmentgesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Investmentgesellschaft;

12.4.3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

12.4.4. sofern an einem Bewertungstag die Investmentgesellschaft sich verpflichtet hat:

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Investmentgesellschaft als Vermögenswert der Investmentgesellschaft verzeichnet;
- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Investmentgesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft aufgeführt; wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Investmentgesellschaft geschätzt wird.

Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Aktien eines Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Investmentgesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen eines Teilfonds unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;
- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens eines Teilfonds nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung eines Teilfonds verhindern;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Investmentgesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Aktionären per Post oder E-Mail an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 14. Verwaltungsrat. Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Investmentgesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 21 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Entscheidungen, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Investmentgesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Investmentgesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Investmentgesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Investmentgesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) ("Anlageberater") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Investmentgesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en). Der Verwaltungsrat kann Investmentbeiräte für jeden einzelnen Teilfonds berufen und deren Vergütung festsetzen. Diese Beiräte sollen aus fachkundigen Personen mit entsprechender Erfahrung bestehen. Die Beiräte haben lediglich eine beratende Funktion und treffen keinerlei Anlageentscheidungen. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 17. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Gesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Gesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Gesellschaftsvermögen bzw. dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, sowie ihre Aufgaben auf eigene Kosten teilweise oder gänzlich an qualifizierte Dritte übertragen.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Auftragnehmers.

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle Investmentberater oder Investmentmanager hinzu ziehen.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Investmentmanager bestellt wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Gesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 18. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit können die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens acht Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden.

Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Investmentgesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu. Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 19. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Investmentgesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 21. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Investmentgesellschaft, wie sie in dem von der Investmentgesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt für die jeweiligen Teilfonds beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

Art. 22. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Investmentgesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Investmentgesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten. Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Munsbach oder an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Freitag des Monats März um 11:00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden. Der

Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten). Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 23. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse. Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Aktionäre einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 22 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar. Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 24. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Investmentgesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist. Sowohl die Depotbank als auch die Investmentgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 25. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Investmentgesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Investmentgesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Oktober jeden Jahres und endet am 30. September des folgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30. September 2010. Der Jahresabschluss der Investmentgesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 27. Ausschüttungen. Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Investmentgesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Art. 28. Auflösung der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden. Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Investmentgesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 29. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann beschließen, einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen zusammenzulegen, oder einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionäre der Anteilwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds oder Aktienklassen zurückerstattet wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschließen, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen spezialisierten Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 oder einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen ("OGA") nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder einem Teilfonds eines solchen spezialisierten Investmentfonds oder eines solchen OGA zu verschmelzen. Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen - im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den jeweiligen Teilfonds getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Teilfonds vertrieben werden, oder

- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder
- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht gefordert wurde, bleibt bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten deponiert und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt. Der Beschluss des Verwaltungsrates gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels über die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. In diesem Fall ist es den betroffenen Aktionären erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Aktien zu dem anwendbaren Anteilwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Aktionäre bindend. Im Falle der Verschmelzung einer oder mehrerer Aktienklassen der Investmentgesellschaft mit einem luxemburgischen "fonds commun de placement" bzw. "fonds commun de placement - FIS" ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend, bei allen anderen Aktionäre wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Aktien gestellt haben.

Der Erlös aus der Auflösung von Aktien, der von den Aktionäre nach erfolgter Auflösung einer Aktienklasse nicht gefordert wurde, wird bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Die Investmentgesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Rücknahmeanündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Investmentgesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeanündigung mittels Brief an diese Adressaten.

Art. 30. Liquidation. Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Netto-Liquidationserlös der Investmentgesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz verteilt.

Der Verwaltungsrat kann im Verkaufsprospekt genauer regeln, wie in Hinblick auf die verschiedenen Aktienklassen verfahren wird.

Wird die Investmentgesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

Art. 31. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das "Gesetz von 1915") unterliegt, geändert werden.

Art. 32. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Investmentgesellschaft und einer anderen Investmentgesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Investmentgesellschaft an dieser anderen Investmentgesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Investmentgesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unterneh-

mung, mit welcher die Investmentgesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Investmentgesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Investmentgesellschaft ein den Interessen der Investmentgesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 33. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Die QS QUINTESSENCE STRATEGIES S.à r.l. & CIE, zeichnet einunddreißig (31) Aktien, von je tausend Euro (1.000,- EUR).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr zweitausenddreihundert Euro (EUR 2.300.-).

Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

a.) Herr Franz Schulz, Geschäftsführer der QS Quint:Essence Stratégies S.à r.l. & Cie, geboren am 3. Juni 1950 in Mittelbexbach (Bundesrepublik Deutschland), wohnhaft in 20, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg

b.) Herr Rüdiger Tepke, Geschäftsführer der M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A., geboren am 4. August 1962 in Hamm (Bundesrepublik Deutschland), wohnhaft in Unter der Fels 23, D-54332 Wasserliesch

c.) Herr Carsten Gerlinger, Senior Portfoliomanager der Quint:Essence Capital S.A., geboren am 27. November 1967 in Mannheim (Bundesrepublik Deutschland), wohnhaft in 3, Chemin Vert, L-3673 Kayl

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2011.

II. Sitz der Investmentgesellschaft ist L-5365 Munsbach, 2, Parc d'activité Syrdall

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Jahre 2011 stattfinden.

IV. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers, société à responsabilité limitée, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B. 65.477. Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2011.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigten der Erschienenen, haben dieselben die vorliegende Urkunde mit der Notarin unterschrieben.

Signé: F. Schulz et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 décembre 2009. Relation: LAC/2009/57876. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2010.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2010018619/690.

(100012620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2010.

B.T.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 55.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01/02/2010.

Référence de publication: 2010020554/10.

(100015733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

ArcelorMittal Sourcing, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 59.577.

Changement au niveau des membres du Conseil de Surveillance

Monsieur Carlo Panunzi, Membre du Conseil de Surveillance, a donné sa démission avec effet au 1^{er} Octobre 2009. Dès lors, il n'est plus membre du Conseil de Surveillance d'ArcelorMittal Sourcing depuis cette date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2010.

ArcelorMittal Sourcing

Société en commandite par actions

AM Global Holding

Société à responsabilité limitée

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2010020556/18.

(100016110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

ArcelorMittal Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 6.990.

Désignation d'un délégué à la gestion journalière

Il résulte des décisions du Conseil d'administration du 27 novembre 2009 que la gestion journalière des affaires de la société est déléguée au Président et aux Vice-Présidents du Conseil d'administration. Dorénavant, Monsieur Nico Reuter, Vice-Président du Conseil, avec adresse au 66 rue de Luxembourg, L-4009 Esch-sur-Alzette, fait partie des délégués à la gestion journalière.

Les délégués à la gestion journalière se composent comme suit:

- Monsieur Michel WURTH,
- Madame Evie ROOS,
- Monsieur Nico REUTER.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Référence de publication: 2010020557/18.

(100015957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Blade Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 127.604.

—
EXTRAIT

En date du 22 septembre 2009, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Bart Zech, en tant que gérant A, est acceptée avec effet immédiat.
- Mme Marjoleine van Oort, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, est élu nouveau gérant A de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Pour extrait conforme

Marjoleine van Oort

Référence de publication: 2010020553/17.

(100015361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Sababba Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 150.872.

—
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twenty-second of January.

Before Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

- 1.- Mr. Thierry HELLERS, chartered accountant, residing professionally in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
- 2.- Mr. Gernot KOS, chartered accountant, residing professionally in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

The appearing persons are hereby represented by Mrs. Peggy SIMON, private employee, residing in Berdorf, by virtue of two proxies given under private seal on January 21, 2010.

Which proxies signed "ne varietur" by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

The appearing persons, represented as said before, have requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the Articles) of a company, which they declare to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of "SABABBA CAPITAL S.A." (the Company).

The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or several shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 19. below.

Art. 4. Corporate object. The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company will be allowed to act as a commercial intermediary on the markets.

The corporation may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

The company's purpose is also the acquisition and the development of properties for its own account.

Art. 5. Share capital. The corporate capital is set at THIRTY-ONE THOUSAND EURO (€ 31,000.-), represented by one hundred (100) shares having a par value of THREE HUNDRED TEN EURO (€ 310.-) each.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Art. 6. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 7. Meeting of the shareholders of the Company. In the case of a single shareholder, the single shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the single shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the third Friday of June at 18.00 p.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 8. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, or telex.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management. In these Articles, any reference to the Board shall be a reference to the Sole Director (as defined below) (in the case that the Company has only one director) as long as the Company has only one shareholder.

For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company.

Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. In that case, the General Meeting must appoint at least two new directors in addition to the then existing Sole Director. The director(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51 bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 10. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the

Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the single shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex another director as his or her proxy.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Article 10 does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director. The resolutions passed by the Sole Director are documented and written minutes held at the company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two members of the Board or the Sole Director (as the case may be).

Art. 12. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 13. Delegation of powers. The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 14. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two members of the Board or (ii) in the case of a sole director, the sole signature of the Sole Director or (iii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

Art. 15. Statutory Auditor. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December.

Art. 17. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

The dividends may be paid in Euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Art. 18. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 19. below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidators).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915 and the amendments hereto.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the amendments hereto.

Transitory provisions

a) The first business year begins on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the 31st of December 2010.

b) The first annual General Meeting will be held in 2011.

Subscription

The one hundred (100) shares have been subscribed as follows:

1.- Mr. Thierry HELLERS, chartered accountant, residing professionally in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, fifty shares	50
2.- Mr. Gernot KOS, chartered accountant, residing professionally in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, fifty shares	50
Total: one hundred shares	100

All the shares have been paid up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (€ 31,000.-) is now available to the corporation, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation is estimated at about one thousand six hundred Euro (€ 1,600.-).

Extraordinary general meeting

The above named persons, represented as said before, representing the entire subscribed capital have passed the following resolutions:

1) The number of directors is fixed at three and the number of auditors at one.

2) The following are appointed directors:

1.- Mr. Thierry HELLERS, chartered accountant, residing professionally in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

2.- Mr. Gernot KOS, chartered accountant, residing professionally in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

3.- Mr. Michael REISS, director, residing in CH-8044 Zurich, Forsterstrasse, 70.

3) Has been appointed statutory auditor:

The private limited company G.T. Experts Comptables S.à r.l., having its registered office in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, registered at the register of commerce and companies under the number B 121.917.

4) Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2015.

5) The registered office of the company is established in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

6) The board of Directors shall have the authority to delegate the daily management of the business of the company and its representation to a managing director.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, represented as said before, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into the language of the person appearing, acting as above-stated, known to the undersigned notary by her name, Christian name, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-deux janvier.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- Monsieur Thierry HELLERS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

2.- Monsieur Gernot KOS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

Les comparants sont ici représentés par Madame Peggy SIMON, employée privée, demeurant à Berdorf, en vertu de deux procurations sous seing privé du 21 janvier 2010.

Lesquelles procurations après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après les Statuts) d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de "SABABBA CAPITAL S.A." (ci-après la Société).

La Société peut avoir un associé unique (l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de la Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 19. ci-après.

Art. 4. Objet social. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra faire de l'intermédiation commerciale sur les marchés.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La société a également comme objet l'acquisition et la mise en valeur d'immeubles pour compte propre.

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (€ 310,-) par action.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Art. 6. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé

Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'Hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le troisième vendredi du mois de juin à 18.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 8. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquées sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, par câble, par télégramme ou par télex une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée seulement par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins deux (2) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (lorsque la Société n'a qu'un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51 bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme ou par télex à un autre administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

L'article 10 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'Administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 14. Signatures autorisées. La Société sera engagée en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière) vis-à-vis des tiers par (i) les signatures conjointes de deux administrateurs de la Société ou (ii) dans le cas d'un administrateur unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 15. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre.

Art. 17. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en Euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 19 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 20. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- a) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2010.
- b) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2011.

Souscription

Les cent (100) actions ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Thierry HELLERS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, cinquante actions	50
2.- Monsieur Gernot KOS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, cinquante actions	50
Total: cent actions	100

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille six cents Euros (€ 1.600,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

1.- Monsieur Thierry HELLERS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

2.- Monsieur Gernot KOS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

3.- Monsieur Michael REISS, directeur, demeurant à CH-8044 Zurich, Forsterstrasse, 70.

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société à responsabilité limitée G.T. Experts Comptables S.à r.l., avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 121.917.

4.- Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2015.

5.- Le siège social de la société est fixé à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

6.- Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière des affaires de la société et sa représentation à un administrateur-délégué.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, représentés comme dit ci-avant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 25 janvier 2010. Relation: ECH/2010/84. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial.

Echternach, le 25 janvier 2010.

Henri BECK.

Référence de publication: 2010018620/416.

(100012701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2010.

Integrated Core Strategies (Europe) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 124.569.

Extrait des Résolutions de l'Associé unique prises en date du 07 janvier 2010

Integrated Holdings Group LP, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Safraz Zavahir, ayant son adresse professionnelle au 50 Berkeley Street, London W1J 8HD, Royaume-Uni, gérant A, avec effet au 07 janvier 2010 pour une durée indéterminée;

Luxembourg, le 14 janvier 2010.

Vincent Bouffieux

Gérant B

Référence de publication: 2010020120/15.

(100014937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

IHG CORE Holdings (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 140.234.

Extrait des Résolutions de l'Associé unique prises en date du 05 janvier 2010

IHG Core Holdings Ltd, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Safraz Zavahir, ayant son adresse professionnelle au 50 Berkeley Street, London W1J 8HD, Royaume-Uni, gérant A, avec effet au 05 janvier 2010 pour une durée indéterminée;

Luxembourg, le 14 janvier 2010.

Vincent Bouffieux

Gérant B

Référence de publication: 2010020121/15.

(100014935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Anglo American Ferrous Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 122.501.

In the year two thousand and nine, on the twenty-third December,

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

ANGLO AMERICAN FERROUS INVESTMENTS LIMITED, registered with the Registrar of England and Wales under number 6252103, a company with registered office at 20, Carlton House Terrace, London SW1Y 5AN, (UK),

here represented by Mrs Chantal SALES, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of powers of attorney, given on December 22nd, 2009.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of the limited liability company (société à responsabilité limitée) denominated "ANGLO AMERICAN FERROUS INVESTMENTS" (the Company), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 122.501, established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, incorporated originally under the name of "ANGLO AMERICAN INVESTMENTS", pursuant to a deed of notary Maître Jean Seckler, notary with residence in Junglinster, dated 4 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 146 of February 8, 2007, amended several times and for the last time by a deed of notary

Maître Jean Seckler, dated 10 April 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1217 of May 20, 2008.

The Shareholder declares that the entire corporate share capital is represented at the present extraordinary general meeting which is thus duly constituted and may validly deliberate and decide on all the items of the agenda. The Shareholder waives the convening notice as it declares having been previously informed about the agenda of the meeting.

Agenda

1. Registration of the share capital increase of 4,950.- USD and creation of 99 new shares of a par value of 50.- USD together with a share premium of 245,865,362.99 USD by way of different payments done by the sole shareholder;
2. Amendment of article 6.1. of the articles of association.

This having been declared, the Shareholders, represented as stated above, have taken the following resolutions:

First resolution

By different resolutions taken by the board of directors of the Company it was decided to increase the share capital of the Company by an amount of 4,950.-USD by the registration of payments done as follows:

1. 24,848,484.84 USD on 29 January 2009;
2. 20,965,329.98 USD on 26 February 2009;
3. 6,722,689.08 USD on 6 March 2009;
4. 10,392,562.85 USD on 10 March 2009;
5. 3,124,499.78 USD on 25 March 2009;
6. 21,973,196.33 USD on 3 April 2009;
7. 11,103,386.00 USD on 28 April 2009;
8. 9,506,155.30 USD on 6 May 2009;
9. 13,584,823.59 USD on 18 May 2009;
10. 15,086,126.87 USD on 2 July 2009;
11. 13,652,879.98 USD on 15 July 2009;
12. 15,417,992.32 USD on 6 August 2009;
13. 24,754,454.09 USD on 14 August 2009;
14. 5,472,335.79 USD on 24 August 2009;
15. 14,685,936.63 USD on 28 September 2009;
16. 5,791,173.93 USD on 14 October 2009;
17. 28,788,285.63 USD on 19 November 2009,

and to accept the payment of a share premium of 245,865,362.99 USD.

The Shareholder, prenamed and represented as stated here above, declares that the board of directors has accepted the subscription and payment by ANGLO AMERICAN FERROUS INVESTMENTS of the 99 new shares of a par value of USD 50.-, together with the payment of a share premium of 245,865,362.99 USD.

Evidence of the different payments has been given to the Shareholder.

A copy of the bank statements evidencing the payment of the subscription amount is shown to the undersigned notary and such copy, after signature *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary will remain attached to the present deed for registration.

The Company's share capital is thus fixed at one hundred fifty-one thousand six hundred fifty United States Dollars (151,650.- USD) as of today.

Second resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders decide to amend Article 6.1. of the articles of association of the Company, so that it shall henceforth read as follows in its English version:

" **Art. 6.1.** The Company's issued capital is set at one hundred fifty-one thousand six hundred and fifty United States Dollars (USD 151,650.-) represented by three thousand and thirty-three (3,033) shares of a par value of fifty United States Dollars (USD 50.-) each, all fully subscribed and entirely paid up"

Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the appearing party and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, said person appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil neuf, le vingt-trois décembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg.

A comparu:

ANGLO AMERICAN FERROUS INVESTMENTS LIMITED, inscrite au Registrar of England and Wales sous le numéro 6252103, une société de droit anglais, avec siège social à 20, Carlton House Terrace, Londres SW1Y 5AN, (UK),

ici représentée par Mme Chantal SALES, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 22 décembre 2009,

ci-dessous l'Associé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante a demandé au notaire soussignée de prendre acte de ce qu'elle représente la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée "ANGLO AMERICAN FERROUS INVESTMENTS" (la Société), enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.501, société de droit luxembourgeois, ayant son siège à 48, rue de Bragançe, L-1255 Luxembourg, constituée originairement sous la dénomination "ANGLO AMERICAN INVESTMENTS", selon un acte du notaire Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 4 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le N° 146 du 8 février 2007, modifié plusieurs fois et pour la dernière fois par un acte de Maître Jean SECKLER, en date du 10 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le N° 1217 du 20 mai 2008.

L'Associé déclare que la totalité du capital social de la Société est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, qui est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider de tous les points à l'ordre du jour. L'Associé renonce aux formalités de convocation et déclare avoir préalablement pris connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée.

Ordre du jour

1. Décision de confirmer l'augmentation du capital social à hauteur de USD 4.950.- et création de 99 nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de USD 50.- chacune, ensemble avec le paiement d'une prime d'émission de 245.865.362,99 USD par divers paiements faites par l'Associé;
2. Modification subséquente de l'article 6.1 des statuts.

Ceci ayant été déclaré, l'Associé, représenté comme indiqué précédemment, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Par plusieurs résolutions prises par le conseil de gérance de la Société, il fut décidé d'augmenter le capital social d'un montant de 4,950.-USD par la constatation de divers versements effectués comme suit:

1. 24.848.484,84 USD du 29 janvier 2009;
2. 20.965.329,98 USD du 26 février 2009;
3. 6.722.689,08 USD du 6 mars 2009;
4. 10.392.562,85 USD du 10 mars 2009;
5. 3.124.499,78 USD du 25 mars 2009;
6. 21.973.196,33 USD du 3 avril 2009;
7. 11.103.386,00 USD du 28 avril 2009;
8. 9.506.155,30 USD du 6 mai 2009;
9. 13.584.823,59 USD du 18 mai 2009;
10. 15.086.126,87 USD du 2 juillet 2009;
11. 13.652.879,98 USD du 15 juillet 2009;
12. 15.417.992,32 USD du 6 août 2009;
13. 24.754.454,09 USD du 14 août 2009;
14. 5.472.335,79 USD du 24 août 2009;
15. 14.685.936,63 USD du 28 septembre 2009;
16. 5.791.173,93 USD du 14 octobre 2009;
17. 28.788.285,63 USD du 19 novembre 2009,

et d'accepter les versements d'une prime d'émission pour un montant total de 245.865.362,99 USD.

L'Associé, prénommé, et représenté comme dit ci-avant, déclare que le conseil de gérance a accepté la souscription et le paiement fait par ANGLO AMERICAN FERROUS INVESTMENTS pour l'émission et la libération de 99 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de USD 50.-, ensemble avec une prime d'émission de 245.865.362,99 USD.

Une copie des extraits de compte démontrant les versements des valeurs de souscription et de la prime d'émission est montrée au notaire instrumentant et une copie, après avoir été signée " ne varietur " par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, sera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le capital social de la Société est donc fixé à un montant de cent cinquante et un mille six cent cinquante Dollars des Etats-Unis (151.650.- USD) à la date de ce jour.

Deuxième résolution

Suite à la résolution précédente, l'Associé décide de modifier l'article 6.1. des statuts de la Société qui va avoir la teneur suivante dans la version française:

" **Art. 6.1.** La Société a un capital émis de cent cinquante et un mille six cent cinquante Dollars des Etats-Unis (USD 151.650.-) représenté par trois mille trente-trois (3,033) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante Dollars des Etats-Unis (USD 50.-) chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Le notaire soussignée, qui parle et comprend l'anglais, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la partie comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. Sales et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 30 décembre 2009. Relation: LAC/2009/57874. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2010.

Référence de publication: 2010019614/154.

(100013793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Millennium European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.797.

Extrait des Résolutions de l'Associé unique prises en date du 07 janvier 2010

Millennium Partners LP, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Safraz Zavahir, ayant son adresse professionnelle au 50 Berkeley Street, London W1J 8HD, Royaume-Uni, gérant A, avec effet au 07 janvier 2010 pour une durée indéterminée;

Luxembourg, le 14 janvier 2010.

Vincent Bouffioux

Gérant B

Référence de publication: 2010020122/15.

(100014932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

SA3I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3590 Dudelange, 27, place de l'Hôtel de Ville.

R.C.S. Luxembourg B 125.479.

Extrait des résolutions du 24 décembre 2009

Monsieur SAUVE Jérôme Gilles Bernard démissionne de ses fonctions d'administrateur.

Pour extrait sincère et conforme.

Référence de publication: 2010020217/10.

(100014714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Millennium European Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.999.

Extrait des Résolutions de l'Associé unique prises en date du 05 janvier 2010

Outview Carbon Investments Ltd, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Safraz Zavahir, ayant son adresse professionnelle au 50 Berkeley Street, London W1J 8HD, Royaume-Uni, gérant A, avec effet au 05 janvier 2010 pour une durée indéterminée:

Luxembourg, le 14 janvier 2010.

Vincent Bouffioux

Gérant B

Référence de publication: 2010020123/15.

(100014930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Papillon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 107.034.

In the year two thousand and nine.

On the thirtieth day of December.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

Mr. Benno Paul HAFNER, born on November 4, 1950 at Lucerne (Switzerland), residing at CH-6301 Zug (Switzerland), Steinhäuserstraße, P.O. BOX 1544, and

Mr. Olaf KIENER, born on June 3, 1972 at Bienne (Switzerland), residing at CH-8002 Zurich (Switzerland), General-Guisan-Quai 30,

represented by Mrs. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally at L-4030 Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard by virtue of two proxies given under private seal.

Such proxies, after having been initialled "ne varietur" by the notary and the proxy-holders, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing parties, through their attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing parties are the sole partners of the private limited company (société à responsabilité limitée) "PAPILLON INVESTMENTS S.à r.l.", having its registered office in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B 107034, incorporated by deed of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), on March 18, 2005, published in the Mémorial C 765 of August 1, 2005,

and that the appearing parties have taken the following resolutions unanimously:

First resolution

The corporate capital is increased to the extent of one million four hundred and seventy five thousand Euro (EUR 1,475,000.-) in order to raise it from the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) to one million four hundred eighty seven thousand and five hundred Euro (EUR 1,487,500.-) by the issue of fourteen thousand seven hundred and fifty (14,750) new share quotas with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

Subscription and payment

The fourteen thousand seven hundred and fifty (14,750) new share quotas are subscribed as follows:

- Eight thousand eight hundred and fifty (8,850) new sharequotas are subscribed by Mr. Benno Paul HAFNER, pre-named, and are fully paid by contribution in cash of eight hundred and eighty five thousand Euro (EUR 885,000.-).

- Five thousand and nine hundred (5,900) new sharequotas are subscribed by Mr. Olaf KIENER, pre-named, and are fully paid by contribution in cash of five hundred and ninety thousand Euro (EUR 590,000.-).

The amount of one million four hundred and seventy five thousand Euro (EUR 1,475,000.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of such increase of capital, the first paragraph and the second paragraph of article 6 of the articles of association are amended and will have henceforth the following wording:

" **Art. 6. (first paragraph and second paragraph).** The corporate capital is set at one million four hundred eighty seven thousand and five hundred Euro (EUR 1,487,500.-) represented by fourteen thousand eight hundred and seventy five (14,875) share quotas of one hundred Euro (EUR 100.-) each."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand five hundred euro (€ 2,500.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf.

Le trente décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

Monsieur Benno Paul HAFNER, né le 4 novembre 1950 à Lucerne (Suisse), demeurant à CH-6301 Zug (Suisse), Steinhäuserstraße, P.O. BOX 1544, et

Monsieur Olaf KIENER, né le 3 juin 1972 à Bienne (Suisse), demeurant à CH-8002 Zurich (Suisse), General-Guisan-Quai 30,

Représentés par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à L-4030 Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées "ne varietur" par le notaire et le mandataire, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants, par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée "PAPILLON INVESTMENTS S.à r.l." ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B 107034, constituée par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), le 18 mars 2005, publié au Mémorial C 765 du 1^{er} août 2005,

et que les comparants ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

Le capital social est augmenté à concurrence de un million quatre cent soixante-quinze mille Euros (EUR 1.475.000,-) pour le porter de son montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) à un million quatre cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euros (EUR 1.487.500,-) par l'émission de quatorze mille sept cent cinquante (14.750) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Souscription et libération

Les quatorze mille sept cent cinquante (14.750) parts sociales nouvelles sont souscrites comme suit:

- Huit mille huit cent cinquante (8.850) parts sociales nouvelles sont souscrites par Monsieur Benno Paul HAFNER, pré-nommé, et libérées intégralement par apport en espèces de huit cent quatre-vingt-cinq mille Euros (EUR 885.000,-).

- Cinq mille neuf cents (5.900) parts sociales nouvelles sont souscrites par Monsieur Olaf KIENER, pré-nommé, et libérées intégralement par apport en espèces de cinq cent quatre-vingt dix mille Euros (EUR 590.000,-).

La somme de un million quatre cent soixante-quinze mille Euros (EUR 1.475.000,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

Suite à l'augmentation de capital réalisée, le premier alinéa et le deuxième alinéa de l'article 6 des statuts se trouvent modifiés et auront dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 6. (alinéa 1^{er} et alinéa 2).** Le capital social est fixé à un million quatre cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euros (EUR 1.487.500,-) représenté par quatorze mille huit cent soixante-quinze (14.875) parts sociales de cent Euros (EUR 100,-) chacune."

21252

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de deux mille cinq cents euros (€ 2.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 8 janvier 2010. Relation: EAC/2010/395. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010019639/108.

(100014414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Arrowgrass Special Situations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 140.239.

L'associé de la Société Arrowgrass Special Situations S.à r.l. a récemment changé de dénomination sociale comme suit:
Arrowgrass Special Situations Master Fund Limited
vers le

Arrowgrass Distressed Opportunities Fund Limited

Luxembourg, le 27 janvier 2010.

Julia Vogelweith / Stefan Oostvogels

Manager A / Manager B

Référence de publication: 2010020124/14.

(100014921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Financière NATELPAU, Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 148.397.

In the year two thousand and nine, on the twenty-first day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Financière NATELPAU, a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 148.397 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated July 23, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2070 dated October 21, 2009. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended on December 11, 2009 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is chaired by Etienne de Crépy, Avocat, residing professionally in Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints Annick Braquet, residing professionally in Luxembourg as Secretary of the Meeting (the Secretary).

The Meeting elects Marie Roche, lawyer, residing professionally in Luxembourg as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer, the Chairman and the Secretary being collectively referred to hereafter as the Bureau of the Meeting).

The Bureau formed, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders of the Company present or represented, being individually the Shareholder 1, the Shareholder 2, the Shareholder 3, the Shareholder 4 and the Shareholder 5 (as defined in the attendance list), collectively referred to as the Shareholders, and the number of shares they hold are shown on an attendance list. This attendance list and the proxies of the represented shareholders, after having been signed ne varietur by the shareholders, the proxy holder of the

represented parties, the Bureau of the Meeting and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II. It appears from the attendance list established and certified by the members of the Bureau that one million twenty-four (1,024,000) class A ordinary shares of the Company, one thousand (1,000) class B preferred shares of the Company, one thousand (1,000) class C preferred shares of the Company and one thousand (1,000) class D preferred shares of the Company, having a par value of one Euro (EUR 1) each and representing the entire share capital of the Company, are duly represented at the Meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced.

III. The agenda of the Meeting is the following:

1. Waiver of the convening notices;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of twenty-three million Euro (EUR 23,000,000) in order to bring the share capital from its present amount of one million twenty-seven thousand Euro (EUR 1,027,000) represented by 1,024,000 class A ordinary shares of the Company (the Class A Ordinary Shares), 1,000 class B preferred shares of the Company (the Class B Preferred Shares), 1,000 class C preferred shares of the Company (the Class C Preferred Shares) and 1,000 class D preferred shares of the Company (the Class D Preferred Shares), having a par value of one euro (EUR 1) each to twenty-four million twenty-seven thousand Euro (EUR 24,027,000), by way of the issue of 13,100,000 new Class A Ordinary Shares, 3,300,000 new Class B Preferred Shares, 3,300,000 new Class C Preferred Shares and 3,300,000 new Class D Preferred Shares, having a par value of one euro (EUR 1) each, with the same rights and obligations as the existing shares;

3. Subscription for and payment of the share capital increase specified in item (2) here above;

4. Subsequent amendment of article 5.1 of the Articles in order to reflect the increase of the share capital adopted under item (2) here above;

5. Amendment of the register of shareholders the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company, any lawyer or employee of Loyens & Loeff and any employee of Pignon & Associates Luxembourg to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued Shares in the share register of the Company; and

6. Miscellaneous.

IV. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase and it hereby increases the share capital of the Company by an amount of twenty-three million Euro (EUR 23,000,000) in order to bring the share capital from its present amount of one million twenty-seven thousand Euro (EUR 1,027,000) represented by one million twenty-four (1,024,000) Class A Ordinary Shares, one thousand (1,000) class B Class B Preferred Shares, one thousand (1,000) Class C Preferred Shares and one thousand (1,000) Class D Preferred Shares, to twenty-four million twenty-seven thousand Euro (EUR 24,027,000), by way of the issue of thirteen million one hundred thousand (13,100,000) new Class A Ordinary Shares, three million three hundred thousand (3,300,000) new Class B Preferred Shares, three million three hundred thousand (3,300,000) new Class C Preferred Shares and three million three hundred thousand (3,300,000) new Class D Preferred Shares, having a par value of one euro (EUR 1) each, with the same rights and obligations as the existing shares.

Third resolution

The Meeting resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - payment

The Shareholder 1 declares to subscribe to (i) six million five hundred fifty thousand (6,550,000) new Class A Ordinary Shares, (ii) one million one hundred fifty thousand (1,150,000) new Class B Preferred Shares, (iii) one million one hundred fifty thousand (1,150,000) new Class C Preferred Shares and (iv) one million one hundred fifty thousand (1,150,000) new Class D Preferred Shares, having a par value of one Euro (EUR 1) each and to fully pay up such new shares by a contribution in cash in an aggregate amount of ten million Euro (EUR 10,000,000) which shall be allocated to the nominal share capital account of the Company.

The Shareholder 2 declares to subscribe to (i) six million five hundred fifty thousand (6,550,000) new Class A Ordinary Shares, (ii) one million one hundred fifty thousand (1,150,000) new Class B Preferred Shares, (iii) one million one hundred fifty thousand (1,150,000) new Class C Preferred Shares and (iv) one million one hundred fifty thousand (1,150,000) new Class D Preferred Shares, having a par value of one Euro (EUR 1) each and to fully pay up such new shares by a contribution

in cash in an aggregate amount of ten million Euro (EUR 10,000,000) which shall be allocated to the nominal share capital account of the Company.

The Shareholder 3 declares to subscribe to one million (1,000,000) new Class B Preferred Shares, having a par value of one Euro (EUR 1) each and to fully pay up such new Class B Preferred Shares by a contribution in cash in an aggregate amount of one million Euro (EUR 1,000,000) which shall be allocated to the nominal share capital account of the Company.

The Shareholder 4 declares to subscribe to one million (1,000,000) new Class C Preferred Shares, having a par value of one Euro (EUR 1) each and to fully pay up such new Class C Preferred Shares by a contribution in cash in an aggregate amount of one million Euro (EUR 1,000,000) which shall be allocated to the nominal share capital account of the Company.

The Shareholder 5 declares to subscribe to one million (1,000,000) new Class D Preferred Shares, having a par value of one Euro (EUR 1) each and to fully pay up such new Class D Preferred Shares by a contribution in cash in an aggregate amount of one million Euro (EUR 1,000,000) which shall be allocated to the nominal share capital account of the Company.

The aggregate amount of twenty-three million Euro (EUR 23,000,000) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend article 5.1 of the Articles in order to reflect the above resolution so that it reads henceforth as follows:

"5.1 The share capital is set at twenty-four million twenty-seven thousand euro (EUR 24,027,000), represented by fourteen million one hundred twenty-four thousand (14,124,000) class A ordinary shares (the Class A Ordinary Shares and, individually, a Class A Ordinary Share), three million three hundred and one thousand (3,301,000) class B preferred shares (the Class B Preferred Shares and, individually, a Class B Preferred Share), three million three hundred and one thousand (3,301,000) class C preferred shares (the Class C Preferred Shares and, individually, a Class C Preferred Share) and three million three hundred and one thousand (3,301,000) class D preferred shares (the Class Preferred D Shares and, individually, a Class D Preferred Share), all in registered form, having a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up."

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any director of the Company, any lawyer or employee of Loyens & Loeff in Luxembourg and any employee of Pignon & Associates Luxembourg to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued Shares in the share register of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 6,000.- (six thousand euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the members of the Bureau, the members of the Bureau signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Financière NATELPAU, une société anonyme, ayant son siège social au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.397 (la Société). La Société a été constituée conformément à un acte du notaire instrumentant, en date du 23 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2070 daté du 21 octobre 2009. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés par un acte du notaire instrumentant, en date du 11 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Etienne de Crépy, Avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg (le Président).

Le Président nomme Annick Braquet, avec adresse professionnelle à Luxembourg comme secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée choisit Marie Roche, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg comme scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur, le Président et le Secrétaire étant collectivement désignés ci-après comme le Bureau de l'Assemblée).

Le Bureau constitué, le Président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires de la Société présents ou représentés, étant individuellement l'Actionnaire 1, l'Actionnaire 2, l'Actionnaire 3, l'Actionnaire 4 et l'Actionnaire 5 (tels que définis dans la liste de présence), collectivement désignés comme

les Actionnaires, et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont repris dans une liste de présence. Cette liste de présence et les procurations des actionnaires représentés, après signature ne varietur par les actionnaires, le mandataire des parties représentées, le Bureau de l'Assemblée et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte aux fins de l'enregistrement.

II. Il ressort de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que un million vingt-quatre mille (1.024.000) actions ordinaires de classe A, mille (1.000) actions préférentielles de classe B, mille (1.000) actions préférentielles de class C et mille (1.000) actions préférentielles de class D de la Société, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune et représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour, reproduits ci-après.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de vingt-trois millions d'euros (EUR 23.000.000) afin de porter le capital social de son montant actuel de un million vingt-sept mille euros (EUR 1.027.000) représenté par 1.024.000 actions ordinaires de classe A de la Société (les Actions Ordinaires de Classe A), 1.000 actions préférentielles de classe B de la Société (les Actions Préférentielles de Classe B), 1.000 actions préférentielles de classe C de la Société (les Actions Préférentielles de Classe C) et 1.000 actions préférentielles de classe D de la Société (les Actions Préférentielles de Classe D, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, à vingt-quatre millions vingt-sept mille euros (EUR 24.027.000) par l'émission de 13.100.000 nouvelles Actions Ordinaires de Classe A, 3.300.000 nouvelles Actions Préférentielles de Classe B, 3.300.000 nouvelles Actions Préférentielles de Classe C et 3.300.000 nouvelles Actions Préférentielles de Classe D, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, avec les mêmes droit et obligations que les actions existantes;

3. Souscription et libération de l'augmentation du capital social indiqué au point (2) ci-dessus;

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des Statuts afin de refléter l'augmentation du capital social adoptée au point (2) ci-dessus;

5. Modification du registre des actionnaires de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société, à tout avocat ou employé de Loyens Loeff ainsi qu'à tout employé de Pignon & Associates Luxembourg pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des Actions nouvellement émise dans le registre des actionnaires de la Société; et

6. Divers.

IV. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représenté à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Actionnaires représentés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide et augmente par la présente le capital social de la Société d'un montant de vingt-trois millions d'euros (EUR 23.000.000) afin de porter le capital social de son montant actuel de un million vingt-sept mille euros (EUR 1.027.000) représenté par un million vingt-quatre (1.024.000) Actions Ordinaires de Classe A, mille (1.000) Actions Préférentielles de Classe B, mille (1.000) Actions Préférentielles de Classe C et mille (1.000) Actions Préférentielles de Classe D, à vingt-quatre millions vingt-sept mille euros (EUR 24.027.000) par l'émission de treize millions cent mille (13.100.000) nouvelles Actions Ordinaires de Classe A, trois millions trois cent mille (3.300.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe B, trois millions trois cent mille (3.300.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe C et trois millions trois cent mille (3.300.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe D, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, avec les mêmes droit et obligations que les actions existantes.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes et les libérations intégrales de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscription - Libération

L'Actionnaire 1 déclare souscrire à (i) six millions cinq cent cinquante mille (6.550.000) nouvelles Actions Ordinaires de Classe A, (ii) un million cent cinquante mille (1.150.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe B, (iii) un million cent cinquante mille (1.150.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe C et (iv) un million cent cinquante mille (1.150.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe D, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et libérer intégralement ces nouvelles actions par un apport en numéraire d'un montant total de dix millions d'euros (EUR 10.000.000) qui seront affectés au compte capital social de la Société.

L'Actionnaire 2 déclare souscrire à (i) six millions cinq cent cinquante mille (6.550.000) nouvelles Actions Ordinaires de Classe A, (ii) un million cent cinquante mille (1.150.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe B, (iii) un million

cent cinquante mille (1.150.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe C et (iv) un million cent cinquante mille (1.150.000) nouvelles Actions Préférentielles de Classe D, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et libérer intégralement ces nouvelles actions par un apport en numéraire d'un montant total de dix millions d'euros (EUR 10.000.000) qui seront affectés au compte capital social de la Société.

L'Actionnaire 3 déclare souscrire à un million (1.000.000) de nouvelles Actions Préférentielles de Classe B, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et libérer intégralement ces nouvelles Actions Préférentielles de Classe B par un apport en numéraire d'un montant total de un millions d'euros (EUR 1.000.000) qui seront affectés au compte capital social de la Société.

L'Actionnaire 4 déclare souscrire à un million (1.000.000) de nouvelles Actions Préférentielles de Classe C, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et libérer intégralement ces nouvelles Actions Préférentielles de Classe C par un apport en numéraire d'un montant total de un millions d'euros (EUR 1.000.000) qui seront affectés au compte capital social de la Société.

L'Actionnaire 5 déclare souscrire à un million (1.000.000) de nouvelles Actions Préférentielles de Classe D, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et libérer intégralement ces nouvelles Actions Préférentielles de Classe D par un apport en numéraire d'un montant total de un millions d'euros (EUR 1.000.000) qui seront affectés au compte capital social de la Société.

Le montant total de vingt trois millions d'Euros (EUR 23.000.000) est à la libre disposition de la Société, comme cela a été documenté au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des Statuts afin de refléter la résolution ci-dessus de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

«**5.1.** Le capital social est fixé à vingt-quatre millions vingt-sept mille euros (EUR 24.027.000), représenté par quatorze millions cent vingt-quatre mille (14.124.000) actions ordinaires de classe A (les Actions Ordinaires de Classe A et individuellement, une Action Ordinaire de Classe A), trois millions trois cent et un mille (3.301.000) actions préférentielles de class B (les Actions Préférentielles de Classe B et individuellement, une Action Préférentielle de Classe B), trois millions trois cent et un mille (3.301.000) actions préférentielles de class C (les Actions Préférentielles de Classe C et individuellement, une Action Préférentielle de Classe C) et trois millions trois cent et un mille (3.301.000) actions préférentielles de class D (les Actions Préférentielles de Classe D et individuellement, une Action Préférentielle de Classe D), toutes sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier registre des actionnaires de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société, à tout avocat ou employé de Loyens Loeff ainsi qu'à tout employé de Pignon & Associates Luxembourg pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription de l'action nouvellement émise dans le registre des actionnaires de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 6.000.- (six mille euros).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres du bureau, ils ont signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: E. DE CRÉPY, A. BRAQUET, M. ROCHE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2009. Relation: LAC/2009/56921. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 janvier 2010.

Référence de publication: 2010018571/241.

(100012692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2010.

Parcoy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 149.436.

In the year two thousand and nine, on the 18th day of December, before Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Parcoy S.à r.l. a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company), having its registered office at 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) under number B 149.436 (the Company), incorporated on 13 November 2009 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C, number 2459, on December 17, 2009.

There appeared:

Parcoy Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 21, allée Scheffer L-2520 Luxembourg, having a share capital of EUR 125,000 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 149.435 (Parcoy Holdings) holder of 50 shares issued by the Company; and

Paramina S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 20, rue de la Poste L-2346 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 136.775 (Paramina) holder of 450 shares issued by the Company, together the Shareholders.

The Shareholders being both represented by Mr Marc Tkatcheff, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of powers of attorney given under private seal. Said powers of attorney, after having been initialled *ne varietur* by the proxy holder of the appearing parties and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The Shareholders, acting through the proxy holder, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that all of the 500 (five hundred) shares of the Company with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each, representing the entire subscribed share capital of the Company of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) are duly represented at the Meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda;

II. That the agenda of the Meeting is the following:

1. Waiver of the convening notices;
2. Authorization and approval of the increase of the current share capital of the Company by an amount of EUR 187,500 (one hundred and eighty-seven thousand five hundred Euro), in order to bring the share capital to an amount of EUR 200,000 (two hundred thousand Euro) by way of the creation and issuance of 7,500 (seven thousand five hundred) new shares of the Company, having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each;
3. Subscription to and payment in cash of the share capital increase specified under item 2. above;
4. Authorization and approval of the amendment of the Company's articles of association to reflect the issuance of new shares and the amendment of any relevant provisions of the Company's articles of association in that respect;
5. Authorisations for the amendment of the share register of the Company; and
6. Miscellaneous.

III. The Shareholders take the following resolutions:

First resolution

The entirety of the subscribed share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Shareholders waive the convening notices, the Shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda, which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 187,500 (one hundred and eighty-seven thousand five hundred Euro) in order to bring the share capital of the Company from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to an amount of EUR 200,000 (two hundred thousand Euro) by way of the creation and issuance of 7,500 (seven thousand five hundred) shares, having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each.

Third resolution

The Shareholders accept the subscription of the increase of the share capital and its full payment as follows:

Intervention - Subscription - Payment

Parcoy Holdings declares to subscribe to 750 (seven hundred and fifty) shares, having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each, and to pay them up in full by way of a contribution in cash consisting in a payment in an amount of EUR 18,750 (eighteen thousand seven hundred and fifty Euro); and

Paramina declares to subscribe to 6,750 (six thousand seven hundred and fifty) shares, having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each, and to pay them up in full by way of a contribution in cash consisting in a payment in an amount of EUR 168,750 (one hundred and sixty-eight thousand seven hundred and fifty Euro)

together the Amount.

The Amount is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by means of blocking certificates issued by CBN on 18 December confirming the availability of the Amount on the Company's bank account and the undersigned notary expressly acknowledges the availability of the funds so paid.

The contribution in cash made to the Company (i.e. the Amount) is entirely allocated to the nominal share capital account of the Company.

The Shareholders resolve to issue and hereby issues 7,500 (seven thousand five hundred) new shares to its Shareholders (as indicated above).

The Shareholders also resolve to change the nominal value of the shares of the Company from EUR 25 (twenty-five Euro) to EUR 1 (one Euro) so as to have 200,000 (two hundred thousand) shares in issue in the Company.

As a result of the above, Parcoy Holdings holds from now 20,000 (twenty thousand) shares in the Company and Paramina holds 180,000 (one hundred and eighty thousand) shares in the Company.

Fourth resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders resolve to amend article 6 of the Company's articles of association (the Articles).

It will read henceforth as follows:

" **Art. 6.** The issued capital of the Company is set at EUR 200,000 (two hundred thousand Euro) divided into 200,000 (two hundred thousand) Shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each."

Fifth resolution

The Shareholders resolve to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and empower and authorize any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to proceed on behalf of the Company to (i) the registration in the share register of the changes in the Articles of the Company and to see to any formalities in connection therewith and (ii) to proceed to any formalities in connection with the resolutions taken hereabove.

Statement- Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,600 (mille six cents Euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxy holder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le dix-huitième jour du mois de décembre, devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Parcoy S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, avec un capital social de 12.500 euros et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.436 (la Société), constituée le 13 novembre 2009 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, publié dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C, numéro 2459, du 17 décembre 2009.

Ont comparu:

Parcoy Holdings S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 21, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, avec un capital social de 12.500 euros et enregistrée auprès du Registre de Commerce et

des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.435 (Parcoy Holdings) détenteur de 50 parts sociales de la Société; et

Paramina S.à r.l. une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 20, rue de la Poste L-2346 Luxembourg, avec un capital social de 125.000 euros et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.775 (Paramina) détenteur de 450 parts sociales de la Société, ensemble les Associés.

Les Associés sont représentés par M. Marc Tkatcheff, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé. Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte, pour être présentées aux autorités compétentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les Associés, agissant par le biais du mandataire, demandent au notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Que la totalité des 500 (cinq cents) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société d'un montant de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) sont dûment représentées à l'Assemblée, qui se trouve dûment constituée et peut valablement délibérer sur les points reproduits dans l'agenda ci-dessous;

II. Que l'agenda de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux modalités de convocation;

2. Autorisation et approbation de l'augmentation du capital social de la Société à hauteur de 187.500 EUR (cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros), de façon à porter le capital social à un montant de 200.000 EUR (deux cent mille euros) par la création et la libération de 7.500 (sept mille cinq cents) nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune;

3. Souscription à et paiement en numéraire de l'augmentation de capital telle que notifiée au point 2. ci-dessus;

4. Autorisation et approbation de la modification des statuts de la Société afin de refléter la création des nouvelles parts sociales et la modification de toutes les dispositions y relatives dans les statuts de la Société;

5. Autorisations relatives à la modification du registre de parts sociales de la Société; et

6. Divers.

III. Les Associés décident de passer les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social souscrit de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les Associés représentés se considérant comme dûment convoqués et déclarent avoir parfaitement connaissance de l'agenda qui leur a été communiqué préalablement.

Deuxième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 187.500 EUR (cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros) de façon à le faire passer de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) à un montant de 200.000 EUR (deux cent mille euros) par la création et l'émission de 7.500 (sept mille cinq cents) parts sociales, ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune.

Troisième résolution

Les Associés acceptent la souscription à l'augmentation de capital et sa libération complète comme suit:

Intervention - Souscription - Paiement

Parcoy Holdings décide de souscrire à 750 (sept cent cinquante) parts sociales, ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros), et de les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant de 18.750 EUR (dix-huit mille sept cent cinquante euros); et

Paramina décide de souscrire à 6.750 (six mille sept cent cinquante) parts sociales, ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros), et de les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant de 168.750 EUR (cent soixante-huit mille sept cent cinquante euros),

ensemble le Montant.

Le Montant est à l'entière et libre disposition de la Société, preuve en a été apportée au notaire instrumentaire par des certificats de blocage émis par CBN en date du 18 décembre 2009, lesdits certificats constatent expressément un tel paiement et confirment la disponibilité du Montant sur le compte bancaire de la Société et le notaire instrumentaire constate expressément un tel paiement.

L'apport en numéraire d'un montant total de 187.500 EUR (cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros) sera intégralement attribué au compte de capital social nominal de la Société.

Les Associés décident d'émettre et partant émettent 7.500 (sept mille cinq cents) nouvelles parts sociales aux Associés (tel qu'indiqué ci-avant).

Les Associés décident également de modifier la valeur nominale des parts sociales émises par la Société de 25 EUR (vingt-cinq euros) à 1 EUR (un euro) afin d'avoir 200.000 (deux cent mille) parts sociales émises par la Société.

De ce fait, Parcoy Holdings détient dorénavant 20.000 (vingt mille) parts sociales de la Société et Paramina détient 180.000 (cent quatre-vingt mille) parts sociales de la Société.

Quatrième résolution

En conséquence de ce qui précède, les Associés décident de modifier l'article 6 des statuts de la Société (les Statuts). Il aura la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social émis de la Société est fixé à 200.000 EUR (deux cent mille euros) représenté par 200.000 (deux cent mille) Parts Sociales ayant chacune une valeur nominale de 1 EUR (un euro)."

Cinquième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des parts sociales de la Société de façon à y refléter les changements intervenus ci-dessus et donnent pouvoir et autorité à tout gérant de la Société ou tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg de procéder au nom de la Société (i) à l'enregistrement dans le registre des changements aux Statuts de la Société et de pourvoir aux formalités y relatives et (ii) de procéder aux formalités relatives aux résolutions ci-dessus.

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé à environ 1.600 EUR (mille six cents euros).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé le présent acte original avec nous, le notaire.

Signé: M. Tkatcheff, C. Wersandt

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2009. LAC/2009/56483. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

- Pour copie conforme -

Luxembourg, le 21 janvier 2010.

Référence de publication: 2010019170/191.

(100013604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2010.

Fortis Real Estate Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 87.638.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg
le jeudi 24 avril 2008, à 11 heures 30*

L'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Les mandats des administrateurs arrivés à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 27 mars 2008, sont nommés avec effet au 27 mars 2008 pour un mandat de 6 années, soit les administrateurs suivants:

- Monsieur Michel BAUGNIET, Administrateur-délégué,
demeurant à B-1180 Forest, avenue Albert, 226,
- Monsieur Alain DE COSTER, Administrateur,
demeurant à B-1630 Linkebeek, rue de la Longue Haie, 115,
- SPRL Marc VAN BEGIN, Administrateur,

Avec siège social à B-1170 Bruxelles, rue de l'Hospice Communal, 105,

- Madame Evelyn BOLLE-DEPASSE, Administrateur,
demeurant à B-1180 Bruxelles, avenue des Chênes, 79A.

Luxembourg, le 14 décembre 2009.

Pour extrait conforme
SPRL Marc VAN BEGIN
Représentée par Monsieur Van Begin
Administrateur

Référence de publication: 2010020125/25.

(100014879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Fortis Real Estate Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 87.638.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg
le jeudi 27 mars 2008, à 11 heures 30*

L'Assemblée a pris à l'unanimité la résolution suivante:

- L'Assemblée décide de reconduire le mandat du commissaire pour une période d'une année.

Luxembourg, le 14 décembre 2009.

Pour extrait conforme
SPRL Marc VAN BEGIN
Représentée par Monsieur Van Begin
Administrateur

Référence de publication: 2010020126/16.

(100014872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

XML Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 86.943.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg le mercredi 15 avril 2009 à 11 heures

(...)

Le Conseil d'Administration prend, à l'unanimité, la résolution suivante:

1. Le mandat des Administrateurs ayant pris fin lors de l'Assemblée générale 2007, l'Assemblée décide à l'unanimité de nommer Administrateurs pour une période de 6 ans avec effet au 13 juillet 2007:

- La société «De Cronos Groep» société anonyme, ayant son siège au 33a Veldkant B-2550 Kontich représentée par M. Dirk Deroost, demeurant au 2, Goedehoopstraat B-2000 Antwerp;
- Monsieur Josephus De Wit, demeurant au 117/3 Nieuwdreef B-2170 Merksem;
- Monsieur Dirk Deroost demeurant au 2, Goedehoopstraat B-2000 Antwerp.

(...)

Luxembourg, le 30 octobre 2009.

Pour extrait conforme
J. De Wit / Dirk Deroost / «De Cronos Groep»
Administrateur / Administrateur / Signature
- / - / *Administrateur*

Référence de publication: 2010020127/22.

(100014869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2010.

Photography Raoul Somers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 112, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 150.887.

—
STATUTS

L'an deux mille neuf, le vingt-quatre décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Raoul SOMERS, photographe, né à Amstelveen (Pays-Bas), le 19 septembre 1966, demeurant à L-8247 Kehlen, 22, Schoulwee.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par les présentes.

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "Photography Raoul Somers S.à r.l.", (ci-après la "Société"), régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts, (les "Statuts").

Art. 2. La Société a pour objet la photographie itinérante, prises de vues et reportages photographiques de tous types et dans tous pays.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 9. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 19. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2010.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Monsieur Raoul SOMERS, préqualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cent cinquante euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-1511 Luxembourg, 112, avenue de la Faïencerie.

2. Les personnes suivantes sont nommées aux fonctions de gérants pour une durée indéterminée:

Monsieur Raoul SOMERS, photographe, né à Amstelveen (Pays-Bas), le 19 septembre 1966, demeurant à L-8247 Kehlen, 22, Schoulwee, gérant technique, et

Madame Rosa Angela AVELLI, employée privée, née à Luxembourg, le 3 décembre 1972, épouse de Monsieur Raoul SOMERS, demeurant à L-8247 Kehlen, 22, Schoulwee, gérante administrative.

3. Le gérant technique peut engager la Société en toutes circonstances et sans restrictions par sa seule signature.

Jusqu'à concurrence de 1.250,- EUR, la Société peut être valablement engagée par la signature individuelle de la gérante administrative; pour tout engagement dépassant cette contre-valeur la co-signature du gérant technique est nécessaire.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant a fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

DONT ACTE, fait et passé à Grass, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: SOMERS - J. SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 06 janvier 2010. Relation GRE/2010/71. Reçu soixante-quinze euros 75€.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Junglinster, le 26 janvier 2010.

Référence de publication: 2010018600/114.

(100012872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2010.

A.T. Electronics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmett.

R.C.S. Luxembourg B 94.824.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 14 janvier 2010.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2010019492/13.

(100013938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Eurochem Réassurance, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 28.434.

RECTIFICATIF

L'an deux mille neuf, le douze novembre.

Pardevant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

PRAYON S.A., une société avec siège social au 144, rue Joseph Wauters, B-4480 Engis, étant l'associée unique de la société anonyme "EUROCHEM REASSURANCE S.A", ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl, R.C.S. Luxembourg section B numéro 28.434, constituée suivant acte reçu par Maître Réginald Neuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 24 juin 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 259 du 29 septembre 1988;

La partie comparante, représentée par Monsieur Stéphane Menant, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration enregistrée ensemble avec un acte en date du 26 novembre 2008, (enregistrée le 28 novembre 2008, LAC/2008/47886) a déclaré et requis le notaire d'acter que:

Une erreur matérielle est apparue dans l'acte du 26 novembre 2008 "(l'Acte)" (enregistrée le 28 novembre 2008, LAC/2008/47886) devant être modifiée de la manière suivante:

Dans l'article 5 de l'Acte après augmentation du capital il a été indiqué que la société était représentée par 5.000 actions sans désignation de valeur nominale, or le nombre d'actions après augmentation de capital est de 50.000 actions sans désignation de valeur nominale.

C'est pourquoi, il y a lieu de modifier l'article 5 de l'Acte de sorte que l'article 5 aura la teneur suivante:

"Le capital souscrit de la société est fixé à trois millions d'Euros (3.000.000.- EUR) représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.""

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. MENANT, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C. le 16 novembre 2009. Relation: LAC/2009/48101. Reçu douze euros (12.-€)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2010.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2010019702/35.

(100014145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2010.
